

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Initiative d'adaptation pour l'Afrique

Les États-Unis et l'Europe annoncent 40 millions USD de contributions

Lundi 19 décembre 2022- L'Initiative d'adaptation pour l'Afrique (IAA), l'initiative phare de l'Union africaine qui œuvre au ... • (Page 10)

Restructuration

Le Ghana suspend le paiement d'une partie de sa dette extérieure

« Nous annonçons la suspension de tous les paiements du service de la dette pour certaines catégories de notre dette ... • (Page 03)

Promotion de la banque mobile au Bénin

• (Page 03)

Finance inclusive et digitalisation

Accord de coopération entre le Bénin et le Luxembourg

Le ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances du Bénin Romuald Wadagni et son homologue des ... • (Page 10)

Conseil des ministres de l'Uemoa

Le projet de budget 2023 et le rapport de la surveillance multilatérale en examen

Comme il est de coutume, la 4^{ème} et dernière session, au titre de l'année 2022, du ... • (Page 02)

Evaluation des banques

Le système bancaire béninois, 3^{ème} place la plus rentable de l'Uemoa

La quatrième réunion de concertation entre le Directeur National de la BCEAO et les Directeurs Généraux d'établissements de crédit, au titre de l'année 2022, ... • (Page 04)

Petites et moyennes entreprises

Un soutien plus large est nécessaire pour leur survie

La crise sanitaire mondiale causée par la pandémie de Covid-19 les a sévèrement affectées. Si les unes ont survécu, ... • (Page 04)

Moov Africa et Orabank lancent "Moov Banking"



Collecte des recettes au Bénin

• (Page 11)



Plus de 790 milliards FCFA mobilisés par la DGI en 2022

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13

Conseil des ministres de l'Uemoa

Le projet de budget 2023 et le rapport de la surveillance multilatérale en examen

Comme il est de coutume, la 4^{ème} et dernière session, au titre de l'année 2022, du Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), s'est ouverte, ce lundi 19 décembre 2022, au siège de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à Dakar. Présidée par Sani Yaya, Ministre de l'économie et des finances de la République Togolaise, et Président dudit Conseil, cette rencontre passe en revue plusieurs sujets importants.

• S.T.

Après une année 2022 riche en rebondissements en raison des effets persistants de la pandémie du coronavirus et de la guerre en Ukraine, les membres du Conseil des Ministres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) se trouvent à l'heure du bilan de l'année 2022 et des perspectives économiques pour 2023. Pour cette dernière session qui réunit à Dakar les décideurs de l'Union, il s'agit d'examiner le projet de budget de l'Union au titre de l'année 2023 et le rapport de la surveillance multilatérale pour le deuxième semestre 2022 présentés par la Commission de l'Uemoa. Dans son mot introductif, le Président dudit Conseil, Sani Yaya, a présenté à ses pairs, la situation macroéconomique de l'Union en 2022, dans un contexte mondial marqué par un fort ralentissement de la croissance économique, en raison de



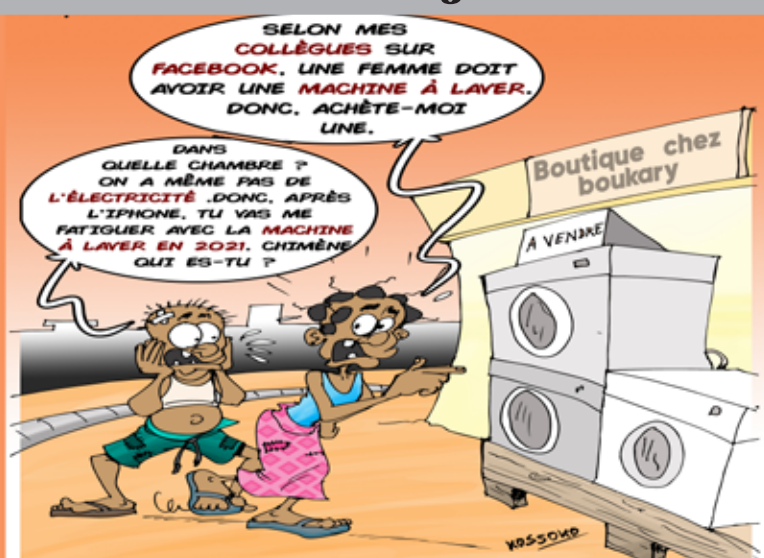
la conjonction de plusieurs facteurs, notamment les répercussions de la crise russo-ukrainienne, la hausse des prix de l'énergie et le durcissement des conditions financières internationales. En dépit du contexte international défavorable en raison de la conjonction de plusieurs facteurs, l'activité économique au sein de l'Uemoa, à l'en croire, est « restée dynamique au troisième trimestre de l'année 2022 ». Elle a connu une progression de 5,7 % du PIB sur un an, « soit le même taux de croissance enregistré le trimestre précédent ».

Des dossiers soumis au Conseil

Au titre de la Commission de l'Uemoa, le Conseil des Ministres examinera le projet de budget de l'Union au titre de 2023, celui relatif au rapport du deuxième semestre 2022 de la surveillance multilatérale ainsi que le projet de recommandation relative aux perspectives économiques et financières des Etats membres pour la période 2023-2027. Des dossiers présentés par la BCEAO notamment le rapport sur la situation économique et monétaire de l'Uemoa au 30 septembre 2022 et cadrage macroéconomique de l'Uemoa pour les années 2022 - 2027, par la BOAD avec les perspectives financières actualisées 2023-2027 ou encore le projet de budget 2023 de l'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA seront examinés par le Conseil. Le Président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye Diop prend part aux travaux en compagnie des Commissaires Lassine Bouaré, en charge du Département des Services Administratifs et Financiers, et Mouhamadou GADO du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité intérieure ainsi que de la Représentante Résidente à Dakar Aïssa KABO.



Cari du jour



AUX DÉCIDEURS...

Salaires de misère

La grille salariale des fonctionnaires béninois est peu connue de tous. A la faveur des mesures d'augmentation des salaires, l'échelonnement des sursalaires a permis de supputer que les salaires des cadres qui assument des fonctions techniques et administratives perçoivent des revenus compris entre des montants au-dessus du Smig et 700.000F CFA. Soit rappelé au passage que le sursalaire est une somme d'argent payée par une entreprise à son salarié en plus du salaire indiqué sur le contrat de travail. Il peut s'agir d'une prime exceptionnelle ou du paiement d'heures supplémentaires. Certains corps de métiers notamment les universitaires ont un traitement différent qui les met plus ou moins à l'abri du besoin et de la précarité. Les cadres des administrations, titulaires de diplômes supérieurs gagnent donc des salaires de misères s'ils n'occupent pas des postes politiques dont le traitement est couvert par la loi de l'omerta. Dans tous les cas, les hauts fonctionnaires de la République, et les agents assumant des responsabilités politiques sont les seuls qui gagnent aisément leur vie. On peut comprendre les motivations des jeunes qui ne sont plus enclins à se faire recruter douaniers ou policiers. Beaucoup envisagent de faire l'expérience politique pour gagner facilement leur vie. Beaucoup aussi mettent fin à leur cursus de formation prétextant qu'il ne sert à rien d'investir dans les hautes études et de se faire recruter pour gagner un salaire qu'un commerçant du marché Dantokpa empocherait après la vente d'un article de valeur.

Le cadre doit attendre la fin d'un mois pour percevoir son salaire. Il doit le répartir entre les charges incompressibles qui assurent sa souveraineté. Il doit être capable avec un revenu mensuel compris entre 100.000F et 700.000F CFA d'assurer ses charges familiales les plus indispensables. Il doit y prévoir l'assistance à des amis et des membres de sa famille élargie, tant l'être humain est un animal sociable.

On comprend pourquoi, les fonctionnaires béninois s'abstiennent de se faire plaisir en dehors de leur cadre de vie. Très peu sont capables de s'offrir du tourisme de vision avec un budget conséquent. Combien sont-ils à s'offrir des vacances avec leurs familles dans des lieux de tourisme ? Combien sont-ils à connaître les parcs nationaux de la Pendjari et du W du Niger ?

Combien sont-ils avec leurs salaires, capables de se rendre à Las Vegas, au palace, d'aller à Dubaï lorsqu'ils n'ont pu quitter les labyrinthes de Cotonou pour se rendre à Tanguiéta pour contempler les chutes et les animaux sauvages de la biosphère de Pendjari ? Et pourtant beaucoup d'expatriés, surtout jeunes épargnent leurs revenus pour découvrir les richesses touristiques du Bénin. Ils paient leurs transports, ils prévoient les charges liées à leur hébergement, la restauration, la communication, l'achat de gadgets souvenirs. Et pourtant les Béninois qui ont le privilège d'habiter un territoire qui héberge une réserve de faune s'abstiennent de se livrer à ce genre de plaisir qui refait le moral quand on en a l'occasion.

L'Etat doit penser à mettre tous ses agents à des salaires qui leur permettent de vivre décemment. Pour y parvenir, il faut un gros travail de citoyenneté. Il faut créer les conditions propices à la croissance économique qui impacte les citoyens. Lorsque ces conditions seront créées, la rétribution de la richesse devrait suivre pour que ce ne soit plus seulement les citoyens qui assument des fonctions politiques ou ceux évoluant dans certains secteurs comme les universitaires qui soient les seuls à profiter des ressources du pays. Les réformes devront aller dans ce sens aussi. Ce ne serait que justice.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Afrique : L'UE annonce une enveloppe de 350 millions d'euros pour protéger la biodiversité

L'Union européenne (UE) a pris l'engagement de débloquer 350 millions d'euros pour protéger la biodiversité dans le monde, notamment en Afrique, selon un communiqué parvenu à la presse ce weekend. Selon la même source, l'organisation a soutenu que cet engagement financier entre dans le cadre de son action sur la Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15) qui se tient du 7 au 19 décembre 2022 à Montréal au Canada.

Promotion de la banque mobile au Bénin

Moov Africa et Orabank lancent "Moov Banking"

A Moov Africa, l'aventure dans le numérique suit son cours. Vendredi 16 décembre 2022, les responsables du réseau de téléphonie mobile ont signé avec Orabank Bénin, un partenariat axé sur le mobile banking au profit de la clientèle des deux entreprises.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Pour offrir une meilleure expérience du numérique à ses abonnés, Moov Africa Bénin à travers sa branche Moov Money, multiplie ses engagements. En plus de proposer un service de transactions d'argent compétitif à sa clientèle, le réseau aux couleurs bleu et orange, a décidé, avec Orabank Bénin, de promouvoir le mobile banking au profit de leurs abonnés respectifs. Avec le nouveau partenariat signé au siège de Moov Africa, la possibilité est désormais donnée aux clients d'Orabank d'effectuer des transactions financières de leur compte bancaire vers leur compte Moov Money. Le système Moov Banking créé entre les deux entités, au-delà d'être un produit simple, rapide et conçu

avec une sécurité optimale, selon la Directrice générale de Orabank, Josiane Tchoungui, est une notable avancée. « C'est vraiment une flexibilité qui répond à notre philosophie de transformation digitale. Nous sommes vraiment dans une phase intégrale où on veut rendre la banque accessible à tous nos clients et leur faciliter la vie. Ce produit vient participer à cela », a-t-elle déclaré à la cérémonie de signature du partenariat. Relevant les avantages liés à cette nouvelle offre, notamment le temps à gagner, « je suis très heureux de lancer ce service avec un grand partenaire de longue date (...) C'est l'aboutissement d'un travail qui a duré plusieurs mois », a fait savoir le DG Moov Africa Bénin, Omar Nahli. Pour le directeur de la banque digitale Orabank,



Moov Banking est une solution innovante. « Nous estimons que le partenariat que nous venons de sceller avec Moov aujourd'hui est un début pour pouvoir avancer encore sur d'autres

secteurs. (...) Nous voulons offrir aux clients de nos deux institutions, une expérience assez mémorable et nous espérons que nous y sommes », a exprimé Stan Agouda.

Pour souscrire à Moov Banking

L'abonné a deux possibilités pour souscrire au service. Il peut procéder par USSD pour une

souscription automatique (*855*1*3#) ou se rendre dans l'une des agences Orabank pour remplir le formulaire. Cette souscription lui permet de lier son compte bancaire à son compte Moov Money actif. « Vous avez la possibilité de lier plusieurs comptes au même numéro Moov Money mais pas l'inverse », a précisé Estelle Anyovi, responsable produits à Moov Africa. Une fois la liaison entre le compte Moov Money et le compte Orabank finalisée, le client peut effectuer les opérations bancaires depuis la syntaxe (*855*1*3*7#) de son compte Moov Money vers son compte Orabank et vice-versa. La consultation de solde bancaire (mini-relevé) est aussi disponible. Le service Moov Banking est disponible 24 h sur 24h et 7 jours sur 7.

Restructuration

Le Ghana suspend le paiement d'une partie de sa dette extérieure

« Nous annonçons la suspension de tous les paiements du service de la dette pour certaines catégories de notre dette extérieure, en attendant une restructuration », a annoncé le ministre ghanéen des Finances, Ken Ofori-Atta, le 19 décembre.

« Nos ressources financières, y compris les réserves internationales de la Banque du Ghana, sont limitées et doivent être préservées dans ce moment critique. Cette suspension est une mesure d'urgence provisoire dans l'attente d'accords futurs avec tous les créanciers concernés », a-t-il ajouté. Elle concerne une grande partie de la dette extérieure, les eurobonds, les prêts commerciaux à terme et la plupart des dettes bilatérales du pays. Sont

exclus de cette suspension le paiement des échéances sur la dette multilatérale et sur les nouveaux emprunts contractés à partir de ce 19 décembre.

Vers une nouvelle dégradation de la note ?

Pour l'économiste ghanéen Daniel Anim Amartey, cette suspension pourrait cependant éroder davantage la confiance des investisseurs dans l'économie. « Cela pourrait affecter notre crédibilité aux yeux de la

communauté des investisseurs au niveau mondial et notre capacité à aller sur le marché (obligataire) dans un avenir proche », a-t-il déclaré. « Cette décision conduira à une nouvelle dégradation de la note par les organismes internationaux de notation. »

Trois grandes agences internationales ont toutes dégradé la notation de la dette du Ghana, signe de l'inquiétude des investisseurs quant à son potentiel défaut de paiement. « Le ministère n'a pas encore

engagé le dialogue avec les créanciers. Qu'ils acceptent ou non les conditions du ministère des Finances est une autre question », a-t-il souligné.

Grave crise économique
Avec une inflation historique de plus de 50 %, l'effondrement du cours du cedi – la monnaie locale s'est dévaluée de plus de 50 % par rapport au dollar américain, ce qui a contribué à augmenter la valeur de la dette de 6 milliards de dollars –, des prix à la

pompe qui ont doublé et une dette dont le remboursement avale la moitié des revenus de l'État, le Ghana est aux prises avec une grave crise économique. C'est pour éviter un défaut de paiement que le président Nana Akufo-Addo s'est tourné vers le FMI, lui qui avait autrefois promis un « Ghana sans aide ». Ainsi, le gouvernement a signé la semaine dernière un accord de renflouement de trois milliards de dollars dans le but de consolider les finances publiques. Une

partie importante de l'accord avec le FMI consiste à ramener le pays à une dette viable par le biais d'une restructuration, en demandant aux investisseurs d'échanger leurs obligations contre de nouvelles obligations arrivant à échéance plus tard. Nombre de Ghanéens craignent qu'avec cet accord, le gouvernement ne soit forcé d'imposer de nouvelles mesures d'austérité qui accablent un peu plus la population.

Jeune Afrique

Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habitants/Km ²	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)

Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018

Evaluation des banques

Le système bancaire béninois, 3^{ème} place la plus rentable de l'Uemoa

La quatrième réunion de concertation entre le Directeur National de la BCEAO et les Directeurs Généraux d'établissements de crédit, au titre de l'année 2022, s'est tenue le jeudi 15 décembre 2022. C'était au siège de la BCEAO à Cotonou. Cette réunion a permis aux participants d'aborder trois principaux points dont l'évaluation des performances de la place bancaire béninoise, en comparaison avec les résultats des autres de l'Union et de relever les marges de progrès. Le système bancaire béninois a réalisé des progrès dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

● Abdul Wahab ADO

Examen des faits saillants du rapport 2021 de la Commission Bancaire ; la sensibilisation relative à l'obligation pour les établissements de crédit de procéder au rapatriement des recettes d'exportation ; la sensibilisation des Directeurs Généraux sur les obligations de leurs institutions en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT). Ce sont là, les trois points abordés lors de la quatrième rencontre entre le Directeur national de la BCEAO et les directeurs généraux des banques. Selon le communiqué final de la quatrième réunion, il faut noter premièrement que le secteur bancaire à l'échelle de l'Union a fait montre d'une grande résilience en dépit des différentes crises auxquelles il a fait face. Et à l'instar des autres places bancaires, les fonds propres des banques béninoises se sont consolidés contribuant ainsi à l'amélioration de la solvabilité de la place. Deuxièmement, l'examen de la place bancaire béninoise a permis de noter la rentabilité des actifs ainsi que des fonds propres qui ont connu une amélioration en 2021 ; faisant du système bancaire béninois, la troisième place la plus rentable de l'Union au cours de cette année. Troisièmement, une nette amélioration de la qualité du portefeuille des banques a été notée en 2021 au Bénin avec un taux brut de dégradation du portefeuille en baisse et ressorti à 12,5%. Ce taux demeure néanmoins supérieur à la moyenne régionale de 11,5% et appelle le renforcement des actions initiées au Bénin, visant à réduire les crédits en souffrance.

Poursuite de l'amélioration du financement des PME



Au terme des échanges, les Directeurs Généraux ont convenu de poursuivre les efforts de consolidation des acquis et de travailler davantage à l'accroissement du financement bancaire aux PME/PMI ainsi qu'à la réduction des taux débiteurs appliqués à la clientèle, les résultats dans ces domaines étant mitigés. En outre, des efforts supplémentaires sont requis en vue d'une meilleure maîtrise des frais généraux des banques, au regard du coefficient d'exploitation de la place qui est ressorti assez élevé. La rencontre a permis de sensibiliser les Directeurs Généraux de banque sur les enjeux importants liés au rapatriement des recettes d'exportation, les exigences incombant aux établissements de crédit en la matière et surtout de les inviter à s'assurer auprès de leur clientèle du rapatriement intégral des recettes d'exportation. En ce qui concerne la problématique de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la rencontre a été l'occasion de rappeler à l'attention des Directeurs Généraux de banque, le dispositif de vigilance et de veille interne requis de la part de leurs structures ainsi que les enjeux et sanctions qui s'y rattachent. Enfin, les Directeurs Généraux ont été informés des motivations à la base des dernières décisions du Comité de Politique Monétaire, prises à l'issue de sa

session ordinaire tenue le 9 décembre 2022 à Dakar au Siège de la BCEAO. En particulier, le Comité a noté que le taux d'inflation dans l'Union, en hausse depuis plusieurs mois, a atteint un niveau record de 8,4% en octobre 2022, en raison essentiellement du renchérissement des produits alimentaires de grande consommation et du transport dans tous les pays de l'Union, à la suite de l'envolée des cours du pétrole sur les marchés internationaux. Au regard de cette évolution de la conjoncture, le Comité a décidé de relever, pour la troisième fois consécutive, de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux établissements de crédit passe de 2,50% à 2,75% à compter du 16 décembre 2022. Quant au coefficient de réserves obligatoires applicables aux banques de l'Union, il demeure inchangé à 3%. Cette nouvelle hausse s'inscrit dans le cadre de la normalisation graduelle de la politique monétaire entamée depuis juin 2022 afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible de 1 à 3%. La réunion était une occasion pour la Banque Centrale de prendre les préoccupations spécifiques de la profession bancaire et des contraintes auxquelles font face les acteurs financiers du Bénin.

Petites et moyennes entreprises

Un soutien plus large est nécessaire pour leur survie

La crise sanitaire mondiale causée par la pandémie de Covid-19 les a sévèrement affectées. Si les unes ont survécu, les autres ont purement et simplement disparu de la circulation. Pendant que les survivantes étaient dans le processus de panser leurs plaies, la guerre russo-ukrainienne est venue les enfoncer dans le trou. Peut-être que si elles étaient largement soutenues, les PME ne seraient pas « entre la vie et la mort ».

Alors qu'elles génèrent jusqu'à 70% de l'emploi et du Produit intérieur brut (PIB) mondial, 67% des PME luttent pour leur survie, selon une étude récente du Forum économique mondial (WEF).

« Les PME sont l'épine dorsale des économies de nombreux pays et nous devons travailler ensemble pour assurer leur succès. Bien qu'elles soient capables d'effectuer elles-mêmes une grande partie du travail nécessaire, il est également nécessaire que l'écosystème et l'environnement politique les soutiennent », lancent d'emblée deux experts du WEF, dans une analyse publiée en décembre.

« Des stratégies numériques intelligentes, de durabilité et de gestion des talents peuvent favoriser la préparation future des PME », suggèrent Olivier Woefray et Olivier M. Schwab.

Bases solides d'avenir

Selon ces deux spécialistes du secteur, des stratégies intelligentes sont des vecteurs capables de fonder des bases solides pour l'avenir des PME.

Ceci comprend trois capacités de base. Olivier Woefray et Olivier M. Schwab expliquent :

100% électrique en 2035

L'Europe fait déjà marche arrière



La France avait déjà lancé l'idée d'une « clause de revoyure » de cette obligation en 2026, histoire de laisser plus de temps aux constructeurs pour s'adapter et aux réseaux de bornes de s'étoffer. C'est désormais l'Italie qui rue dans les brancards.



« Croissance à long terme : la capacité à générer une solidité financière durable grâce à des modèles commerciaux, des produits et/ou des services innovants. Impact sociétal : capacité non seulement à traiter les externalités potentielles positives et négatives, mais, plus important encore, à ce que tout résultat commercial affecte la société de manière positive et conformément aux objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance ».

« Capacité d'adaptation : capacité à développer des niveaux élevés de résilience et d'agilité, permettant à l'entreprise de rebondir dans les moments difficiles et d'identifier et de saisir les opportunités qui se présentent, et de créer des perturbations dans les modèles économiques de demain. Cela leur permettra non seulement de prospérer, mais aussi de façonner avec succès la nature de la crois-

sance, de l'innovation et de la durabilité de nos économies mondiales, régionales et locales ».

Enfin, poursuivent-ils, intégrer la préparation future dans la stratégie d'entreprise. « Pour en assurer l'impact, le renforcement des capacités de préparation future ne doit pas être développé comme des initiatives ad hoc, mais plutôt intégré dans les stratégies clés d'entreprise et les processus décisionnels - idéalement dès le début afin qu'il fasse partie des éléments fondamentaux de l'entreprise ».

« Compte tenu du contexte actuel, nous avons constaté que l'accent mis sur la capacité d'adaptation - résilience et agilité - peut être particulièrement pertinent pour un changement radical dans la préparation future des petites entreprises, en particulier dans des environnements volatils et incertains », affirment-ils.

Il faut dire que le pays fait face à une chute des ventes de voitures neuves, contrairement au reste de l'Europe où la croissance est continue. « Pseudo-fondamentalisme environnemental » C'est d'ailleurs à l'Italie que l'on doit l'amendement « Ferrari », qui prévoit une

dérogation pour les voitures de luxe produites à moins de 1.000 exemplaires par an. Mais Mattéo Salvini, le ministre des Transports italien, va plus loin en déclarant que « l'interdiction des voitures thermiques n'avait aucun sens, et que cette loi était basée sur un pseudo-fondamentalisme environnemental. » Et le ministre d'agiter le spectre de la menace sociale, en prédisant des milliers de licenciements à travers l'Europe si l'interdiction est maintenue.

20 minutes

Boissons

Pierre Castel condamné à payer 288 millions d'euros par le fisc

Le cofondateur du géant du vin groupe Castel, le Français Pierre Castel, devra verser 286 millions de francs suisses (288 millions d'euros) au fisc genevois après une décision de justice en sa défaveur dans son bras de fer avec l'administration fiscale, affirme l'agence suisse ATS. Ce premier volet de la procédure en rappel d'impôt porte sur ses déclarations fiscales de 2007 et de 2008. Le Tribunal fédéral, la plus haute cour de justice en Suisse, a rejeté le recours du fondateur de ce groupe propriétaire du réseau de cavistes Nicolas et de nombreuses marques de boissons en Afrique à travers sa filiale Brasseries et glaciers internationales (BGI) (Guinness au Cameroun, 33 Export...) contre une décision de justice dans le litige l'opposant à l'administration fiscale genevoise qui lui reproche d'avoir omis de déclarer une partie de sa fortune pendant plusieurs années. Une autre procédure en cours

Les données dans le juge-

ment du Tribunal fédéral, dans un arrêt publié le 14 décembre, ont été anonymisées, mais évoquent un « ressortissant français d'origine espagnole », « né en 1926 », qui « avait quitté la France pour s'établir en Suisse » et inscrit « au registre du commerce du canton de Genève en 1981 » la société active dans « la représentation du vin » mais aussi « des bières et des boissons gazeuses » qu'il avait créée « avec ses frères et sœurs ». Issu d'une famille modeste, il avait quitté l'école à onze ans et travaillé avec son père comme ouvrier agricole avant de créer avec ses frères et sœurs le groupe devenu un géant des vins et boissons qui vend 500 millions de bouteilles par an dans le monde. Contacté, l'avocat de Pierre Castel a confirmé ce montant. « Mon client, naturellement, conteste le fond et l'issue de ce jugement », a indiqué Gregory Clerc, avocat fiscaliste au sein du cabinet genevois Aegis, précisant néanmoins

qu'il « respecte ce jugement ». « Actuellement, nous sommes en train de l'analyser », a-t-il précisé. Une autre procédure est en cours pour les périodes fiscales de 2010 et 2011. Jesus Sebastien Castel Au début d'octobre, le site suisse d'investigation judiciaire Gotham City avait révélé que le nonagénaire, qui s'était installé en Suisse après l'élection de François Mitterrand en 1981, avait été condamné en appel par une cour à Genève pour avoir omis de déclarer une partie de sa fortune. Il s'était enregistré en Suisse sous le nom de Jesus Castel, utilisant son deuxième prénom, « ce qui lui aurait permis d'échapper à l'attention du fisc », avait affirmé le site d'investigation judiciaire. Les autorités fiscales avaient fait le rapprochement à la lecture d'articles de presse et lui avait réclamé 410 millions de francs suisses. Son avocat avait précisé à l'AFP qu'il n'avait « jamais fait usage de pseudonyme ou d'autre identité », « Jesus Sebastien Castel » étant « son patronyme de naissance », et « Pierre » un « nom d'usage ».

Jeune Afrique

Elections législatives de janvier 2023

Le Médiateur de la République invite à la paix

Dans le cadre des élections législatives de janvier 2023, dans sa mission de paix et de cohésion sociale, le Médiateur de la République invite à la paix.



REPUBLIQUE DU BENIN
LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Porto-Novo, le

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'imminence des élections législatives de janvier 2023 suscite déjà une mobilisation générale dans tous les états-majors des partis politiques.

Le Médiateur de la République, dans sa mission de quête de la paix, saisit l'occasion pour rappeler à chaque béninoise et à chaque béninois la nécessité d'œuvrer au renforcement de la cohésion nationale en évitant tout ce qui peut faire basculer notre pays dans la violence.

Il en appelle, en outre, au patriotisme et au civisme de tout le peuple béninois, pour l'atteinte de l'objectif « zéro violence avant, pendant et après les élections législatives de janvier 2023 ».

Fait à Porto-Novo, le lundi 26 septembre 2022



Pascal ESSOU

Médiateur de la République

01 BP : 1501 PORTO-NOVO / Tél : (+229) 20 21 20 22 - Fax : (+229) 20 21 49 09 - www.lemediateurdubenin.org

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal
des décideurs**



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN

Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

-MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;

-MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;

-MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Etats-Unis

Emmanuel Macron demande à l'UE une riposte « plus forte » au plan de subventions

La crise risque de s'aggraver en Europe. Alors que les Etats-Unis mettent en place un vaste plan de subventions, l'Inflation Reduction Act (IRA), l'Union européenne doit trouver une réponse unie pour éviter une concurrence déloyale dans le secteur de l'énergie. Emmanuel Macron a ainsi appelé jeudi les dirigeants de l'UE, réunis en sommet à Bruxelles, à aller « plus vite » et « plus fort ». Il s'agit de trouver une réponse commune pour aider l'industrie face à la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine et la course aux subventions américaines.

« Nous devons avoir une réponse pour maintenir une concurrence équitable et défendre des grands projets, en particulier sur les technologies vertes et les technologies d'avenir en Europe », a déclaré le président français à son arrivée à Bruxelles. « Ce qui suppose d'aller plus vite, de simplifier nos règles et d'avoir une réponse macro-économique et un niveau d'aide qui, au niveau européen et national, permette de répondre, d'être l'équivalent de ce qu'ont fait les Américains », a-t-il déclaré, plaidant pour une réponse début 2023.

Fonds de

Maine-et-Loire

Vers une hausse des tarifs de l'eau de 7 % en moyenne, en 2023

Les foyers du Maine-et-Loire doivent s'attendre à voir le montant de leur facture d'eau potable augmenter de 7 % en moyenne en 2023. Les élus du Syndicat d'eau de l'Anjou (SEA) étaient réunis la semaine dernière pour, entre autres, établir les nouveaux tarifs, indique Ouest-France ce jeudi. Parmi les facteurs qu'ils ont dû prendre en compte, figure l'inflation. Les décideurs ont aussi choisi de financer la continuité du plan d'investissement déjà lancé. Ce dernier vise à s'assurer que le réseau permet un approvisionnement en eau potable en toute sécurité actuellement et sur le plus long terme. Le SEA a aussi souhaité contribuer à



souveraineté européen

Le plan américain adopté cet été par Washington prévoit 370 milliards de dollars d'investissements en faveur de la lutte contre le changement climatique. Ces aides sont susceptibles de saper davantage la compétitivité européenne déjà pénalisée par la flambée des prix de l'énergie. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a aussi estimé mercredi devant les euro-députés à Strasbourg que « cette loi risque d'entraîner une concurrence déloyale ». Elle a proposé la mise en place d'un plan européen, sans attendre d'éventuelles concessions de Washington, actuellement discutées au sein de groupes de travail transatlantiques.

Les Européens doivent eux-mêmes rester unis, face à

la crise économique. Après la chute historique du PIB provoquée par la pandémie de Covid en 2020, la flambée des prix de l'énergie va faire replonger l'économie de l'UE en récession cet hiver. Ursula von der Leyen a proposé dans ce sens à court terme un assouplissement de l'encadrement des aides d'Etat aux entreprises pour inciter les entreprises à continuer d'investir en Europe et un renforcement du plan européen RePowerEU pour développer les énergies renouvelables et s'affranchir des hydrocarbures russes. Elle plaide également depuis septembre pour un « fonds de souveraineté » européen pour développer une politique industrielle commune et investir davantage dans des projets de recherche et d'innovation à l'échelle du continent.

20 minutes



atteindre en 2026 l'objectif d'un tarif unique appliqué à tous les particuliers du territoire. Des ajustements sont appliqués pour cela depuis 2020.

Pour arriver à cette uniformité, les hausses ne seront pas les mêmes pour tous les usagers. Ceux qui paient déjà un tarif plus élevé ver-

ront leur facture augmenter de 1 %. D'autres pourront en revanche recevoir une facture jusqu'à 18 % plus élevée que l'année précédente. Pour rappel, le taux d'inflation annuel en 2022 a été estimé à 6,2 % par l'Insee.

20 minutes

Janvier 2023

La secrétaire américaine au Trésor entamera une tournée de 12 jours en Afrique

Dans la foulée du Sommet USA-Afrique, Washington cherche à étendre davantage son influence sur le continent. La visite de Janet Yellen sera la première d'une série de tournées de hauts responsables de l'administration Biden sur le continent, prévues dans les prochains mois. La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen (photo), effectuera une tournée en Afrique du 17 au 28 janvier prochains en vue de renforcer l'engagement de l'administration Biden sur le continent, dans un contexte de lutte d'influence avec la Chine. Le Sénégal, la Zambie et l'Afrique du Sud seront les trois étapes de la tournée africaine de Mme Yellen, selon un communiqué publié vendredi 16 décembre par le département du Trésor. « Pendant son séjour en Afrique, Mme Yellen soulignera les efforts déployés par l'administration Biden-Harris pour renforcer les liens économiques entre les Etats-Unis et l'Afrique, notamment en développant les échanges commerciaux et les flux d'investissement », a ajouté le département du Trésor. La visite de la dirigeante américaine sera la première d'une série de tournées de hauts responsables de l'administration Biden en Afrique. Le président américain, Joe Biden, avait déjà annoncé lors de la séance de clôture du Sommet USA-Afrique, qui s'est tenu du 13 au 15 décembre à Washington, qu'il prévoyait de se rendre sur le continent l'année prochaine, tout comme la vice-présidente Kamala Harris, le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, et la secrétaire au Commerce Gina Raimondo. A travers ces tournées, les Etats-Unis cherchent visiblement à rattraper leur retard sur le continent par rapport à la Chine, qui est devenue le premier partenaire commercial et l'un des plus grands créanciers du continent. La secrétaire américaine au Trésor avait critiqué à plusieurs reprises ces derniers mois la politique de prêts de l'empire du Milieu en Afrique, les qualifiant de « pratiques économiques qui nous ont désavantagés ». Lors du Sommet USA-Afrique, l'administration Biden s'est engagée à injecter 55 milliards \$ en Afrique au cours des trois prochaines années, rompant ainsi définitivement avec le désintérêt pour le continent qui avait caractérisé les années Trump.



Coopération bilatérale

Les Etats-Unis prévoient plus de 165 millions \$ pour soutenir les élections et la bonne gouvernance dans six pays africains en 2023



Les USA veulent renforcer leur coopération avec l'Afrique et contrer les influences grandissantes de la Chine et la Russie sur le continent. C'est dans ce cadre que s'inscrit le Sommet USA-Afrique organisé du 13 au 15 décembre derniers à Washington. Une aubaine pour le continent pour nouer de nouveaux partenariats.

Les Etats-Unis déboursent plus de 165 millions \$ pour soutenir les élections et la bonne gouvernance dans six pays africains en 2023. L'annonce a été faite par la Maison-Blanche jeudi 15 décembre sur son site web, à l'issue d'une réunion entre le président américain, Joe Biden, et les présidents des pays concernés. Il s'agit de la République démocratique du Congo (RDC), du Gabon, du Liberia, de Madagascar, du Nigeria et de la Sierra Leone. Ce financement permettra à ces pays d'organiser des élections libres, équitables et transparentes menées par des organismes électoraux nationaux compétents, indépendants et impartiaux. L'objectif de cette initiative est « de consolider la démocratie en Afrique ». « Ensemble, les dirigeants ont discuté des défis liés à la tenue d'élections et à l'exercice du droit de vote, notamment l'ingérence étrangère et la violence politique, et ont échangé les meilleures pratiques sur la manière de gérer ces risques et d'assurer la transparence et la confiance du public dans le processus électoral », précise le communiqué. Cette rencontre entre Chefs d'Etat, qui s'est tenue en marge du Sommet USA-Afrique, intervient quelques jours après l'annonce par le gouvernement américain de son soutien officiel à une admission de l'Union africaine au sein du G-20. Ces initiatives s'inscrivent dans une stratégie visant à contrer les influences chinoise et russe sur le continent. Officiellement, il s'agissait, pour Washington, lors de ce sommet, d'évoquer avec ses partenaires africains des points de coopération sur plusieurs sujets, dont la sécurité alimentaire en plein conflit russo-ukrainien, et le changement climatique. Notons que plusieurs accords d'un montant global de 15 milliards \$ ont été signés entre des entreprises américaines et africaines lors d'un forum d'affaires tenu dans le cadre de ce sommet. Les Etats-Unis ont également annoncé des financements de 55 milliards \$ sur trois ans pour l'Afrique.

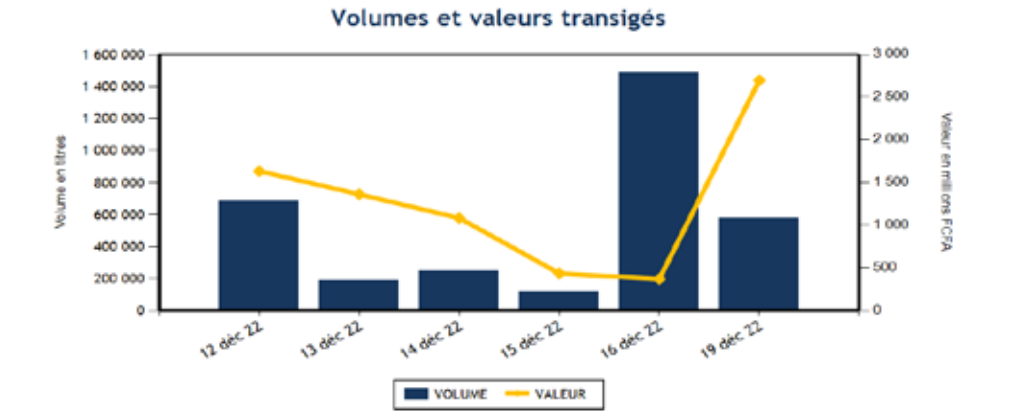
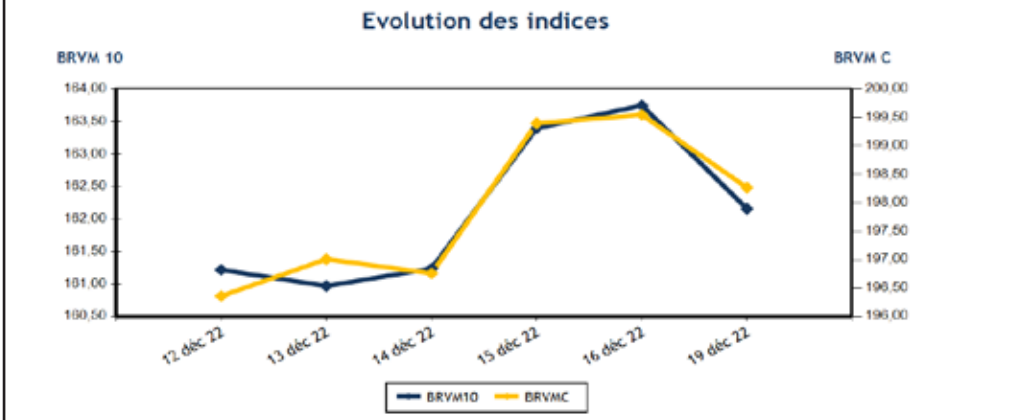
Côte d'Ivoire

Lancement d'un fonds de 219 millions \$ pour stimuler les chaînes de valeur de produits vivriers

En Côte d'Ivoire, les produits vivriers occupent une place cruciale dans l'alimentation des ménages avec d'importantes opportunités d'investissement. En Côte d'Ivoire, l'exécutif a procédé le 15 décembre dernier au lancement d'un fonds à coût partagé d'une valeur de 135 milliards Fcfa (219 millions \$) en soutien à la mise en œuvre du Projet de développement des chaînes de valeurs vivrières (PDC2V). Financé par la Banque mondiale (BM), ce projet vise notamment la promotion du développement d'une agriculture durable, compétitive, résiliente et génératrice de revenus et s'inscrit dans le cadre du Programme national d'investissement agricole de deuxième génération (PNIA 2). Selon Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, l'enveloppe servira pour l'essentiel à subventionner plus de 400 sous-projets de promoteurs individuels, de groupements ou de coopératives, structurés ou non, et plus de 150 petites et moyennes entreprises (PME) agricoles opérant dans les chaînes de valeur des cultures vivrières. Les interventions porteront entre autres sur les sous-secteurs du manioc, des produits horticoles et de l'aquaculture.

Ecofin du 19 Décembre 2022

BRVM 10	162,16		BRVM Composite	198,27		
Variation Jour	↓ -0,97 %	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE		Variation Jour	↓ -0,64 %	
Variation annuelle	↑ 5,63 %	N° 242	lundi 19 décembre 2022	Site : www.brvm.org	Variation annuelle	↓ -1,98 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Actions & Droits)	5 967 783 569 378	-0,64 %
Volume échangé (Actions & Droits)	527 441	-64,26 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 199 751 083	858,00 %
Nombre de titres transigés	40	2,56 %
Nombre de titres en hausse	10	11,11 %
Nombre de titres en baisse	20	33,33 %
Nombre de titres inchangés	10	-33,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 911 501 241 469	0,06 %
Volume échangé	50 316	271,94 %
Valeur transigée (FCFA)	497 912 843	253,81 %
Nombre de titres transigés	6	-45,45 %
Nombre de titres en hausse	1	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-57,14 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 075	7,50 %	5,91 %
SICOR CI (SICC)	6 165	7,50 %	20,41 %
SETAO CI (STAC)	1 190	5,31 %	63,01 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 460	4,66 %	-16,57 %
SMB CI (SMBC)	6 995	4,17 %	1,38 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 945	-7,39 %	-29,88 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 200	-6,98 %	-28,57 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	740	-6,92 %	18,40 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	19	-5,00 %	5,56 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 350	-3,05 %	24,51 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,77	0,58 %	-5,76 %	4 229	11 221 770	25,68
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	459,82	-0,37 %	2,44 %	5 528	27 083 160	8,83
BRVM - FINANCES	15	74,29	-1,18 %	-3,68 %	512 784	2 144 301 088	7,17
BRVM - TRANSPORT	2	361,99	-0,66 %	-41,81 %	266	394 590	5,78
BRVM - AGRICULTURE	5	296,61	-0,29 %	21,91 %	1 153	11 484 955	5,67
BRVM - DISTRIBUTION	7	361,88	-1,00 %	-11,18 %	3 421	5 194 070	25,30
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 468,32	5,31 %	63,01 %	60	71 450	14,29
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,81	
Taux de rendement moyen du marché	7,51	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,00	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	110	
Volume moyen annuel par séance	972 554,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 876 967 445,63	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	14,04	
Ratio moyen de satisfaction	69,28	
Ratio moyen de tendance	493,52	
Ratio moyen de couverture	20,26	
Taux de rotation moyen du marché	0,05	
Prime de risque du marché	6,91	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de couverture

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Cabona, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

S&I BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
contact@sgi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
sgifbs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Décembre 2022
Jeudi 1 Décembre 2022
Mardi 6 Décembre 2022
Samedi 10 Décembre 2022
Mercredi 14 Décembre 2022
Dimanche 18 Décembre 2022
Jeudi 22 Décembre 2022
Dimanche 25 Décembre 2022
Mercredi 28 Décembre 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 20/12/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 20 Décembre 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 20 Décembre 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
		Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi	
	Gaouga	Gaouga	mardi	
	Kassoua	Kassoua	mardi	
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
	Agoué	Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi	
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche	
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi	
	Kalalé	Kalalé	jeudi	
	Tchaourou	Tchaourou	lundi	
	Tchikandou	Tchikandou	mardi	
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi	
	Sokka	Sokka	mercredi	
	Parakou	Azeke	samedi	
	N'Dali	N'Dali	samedi	
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi	
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche	
	Ouessè	Ouessè	jeudi	
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi
Tokotoko		Tokotoko	lundi	

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Évitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion

Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Évitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

Poissons

L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèdodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83
Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI

Rédacteur en chef
Jean Claude KOUAGOU
(97 720 976)

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs
Nestor DEHOINDJI
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI
(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA
(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Économiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France
de l'Économiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Initiative d'adaptation pour l'Afrique

Les États-Unis et l'Europe annoncent 40 millions USD de contributions

Lundi 19 décembre 2022- L'Initiative d'adaptation pour l'Afrique (IAA), l'initiative phare de l'Union africaine qui œuvre au renforcement d'actions d'adaptation concrètes sur le terrain, confirme les annonces d'engagements totalisant un montant de 40 millions USD lors de la COP27 : dont 25 millions USD des États-Unis, 5 millions EUR de l'UE, 5 millions EUR de l'Allemagne et 4,5 millions USD des Open Society Foundations (OSF).



À l'occasion de l'événement « Accélérer l'adaptation en Afrique » organisé par les États-Unis dans le cadre de la COP27, John Kerry, envoyé spécial du président des États-Unis pour le climat, a annoncé l'apport de 25 millions USD pour lancer l'Accélérateur de la sécurité alimentaire de l'IAA. Ce financement servira entre autres à soutenir les solutions innovantes portées par le secteur privé dans l'optique d'accroître la sécurité alimentaire et de mobiliser davantage des co-investissements.

Durant le même événement, Jochen Flasbarth, secrétaire d'État du ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, a annoncé 5 millions EUR (5,25 millions USD) dans le cadre des initiatives Team Europe, qui réunissent des participants tels que les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark, la France et la Commission européenne. L'Allemagne s'est engagée à verser 5 millions EUR supplémentaires (5,25 millions USD) pour renforcer l'adaptation et la résilience au changement climatique en Afrique. Mme Yamide Dagnet, directrice de la justice climatique de Open Society Foundations, s'est engagée à verser 4,5 millions USD supplémentaires d'ici 2025 pour soutenir l'IAA, et particulièrement le renforcement d'ECOVERSE, le projet pionnier de l'Initiative en faveur des communautés rurales.

Lors de la COP27, de nouveaux engagements totalisant 230 millions USD ont été pris en faveur du Fonds d'adaptation ; en outre, le Comité permanent des finances de l'ONU sur les changements climatiques prépare un rapport relatif au doublement du financement de l'adaptation qui sera examiné l'année prochaine lors de la COP28 à Dubaï. Lee James Taylor White, ministre des Eaux et Forêts, de la Mer et de l'Environnement du Gabon : « Il est maintenant plus nécessaire et plus urgent que jamais de renforcer et d'accélérer les actions d'adaptation sur le continent africain. La priorité de l'Initiative d'adaptation pour l'Afrique est de continuer à insister sur la nécessité d'augmenter le financement de l'adaptation à tous les niveaux. Il est essentiel d'apporter des financements significatifs et de faire preuve d'un véritable engagement envers l'Afrique pour aider des personnes qui sont peu responsables du changement climatique mondial mais qui sont actuellement les plus touchées par ses effets. »

Interrogé sur ce financement, Seyni Nafo, ambassadeur et coordinateur de l'Unité de gestion de l'IAA, déclare : « Nous savons que l'Afrique se réchauffe plus rapidement que toute autre partie du monde. Or, on estime que les pays africains auront besoin d'au moins 579 milliards USD entre 2020 et 2030 pour planifier et mettre en œuvre les mesures d'adaptation dont ils ont besoin : on ne

saurait donc suffisamment souligner l'urgence de cette question. Nous tenons à remercier tous nos partenaires, en particulier la Fondation Bill et Melinda Gates, le Climate Emergency Collaboration Group, l'Union européenne, le gouvernement allemand, OSF et les États-Unis pour le soutien qu'ils apportent à nos efforts visant à accélérer la mise en œuvre concrète et à faire connaître l'ampleur du travail à accomplir au cours des prochaines années pour s'adapter aux effets déjà dévastateurs du changement climatique sur le continent. »

Pour rappel, l'Initiative d'adaptation pour l'Afrique (IAA) est l'initiative phare de l'Union africaine visant à améliorer les actions concrètes d'adaptation sur le terrain. Au fil des ans, l'Initiative a établi de solides liens de collaboration avec des partenaires internationaux, notamment les États-Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne, l'Union européenne, l'ONU (PNUD, FENU), des organisations philanthropiques et autres partenaires clés.

L'IAA a été lancée lors de la COP21 à Paris en décembre 2015 par S.E. Abdel Fattah Al-Sissi, coordinateur du Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC) pour la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Financial Afrik

Formation et insertion professionnelles, finance inclusive et digitalisation

Accord de coopération entre le Bénin et le Luxembourg

Le ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances du Bénin Romuald Wadagni et son homologue des Affaires Étrangères et de la Coopération Aurélien Agbénonci, en visite de travail au Luxembourg ont signé hier lundi 19 décembre 2022 avec Franz Fayot, ministre de l'Économie, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg un accord de coopération. Aussi, ils ont eu de fructueux échanges avec Yuriko Backes, ministre des finances du Luxembourg.



● Bidossessi WANOU

Un accord de coopération entre le Bénin et le Luxembourg. « Signé avec Franz Fayot, ministre de l'Économie, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg, il permettra de soutenir plusieurs piliers du Programme d'actions du gouvernement », a expliqué Romuald Wadagni, ministre d'État, ministre de l'économie et des finances du Bénin. Les secteurs visés par ledit accord sont, entre autres, la formation, l'insertion professionnelles, la finance inclusive innovante et la digitalisation

au Bénin. Toujours dans le but de renforcer la coopération entre les deux pays, la délégation ministérielle du Bénin a échangé avec Yuriko Backes, ministre des finances du Luxembourg sur plusieurs sujets d'actualité. « Avec mon collègue Aurélien Agbénonci, nous avons discuté de l'impact de la guerre en Ukraine, de la sécurité alimentaire, de l'impératif d'une transition verte et du renforcement de la coopération entre nos deux pays », a renseigné le Ministre d'État, ministre de l'économie et des finances Romuald Wadagni. En effet, ladite visite fait suite à la signature d'une lettre d'entente dans le domaine

de la coopération au développement entre Franz Fayot, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, et Aurélien Agbénonci lors de la visite de travail du ministre luxembourgeois au Bénin au mois de février 2022. Lors des échanges, la ministre des finances du Luxembourg, Yuriko Backes a exprimé sa joie de recevoir la délégation ministérielle venue du Bénin. « Nous avons discuté de l'impact de la guerre en Ukraine, la sécurité alimentaire, l'impératif d'une transition verte et juste », a fait savoir Yuriko Backes. Les ministres Agbénonci et Wadagni auront à visiter durant leur séjour, le House of StartUps, le Luxembourg House of Financial Technology, ainsi que l'Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust. C'est une nouvelle prouesse diplomatique pour le Bénin qui travaille de jour en jour à renforcer sa coopération avec les autres États du monde.



Collecte des recettes au Bénin

Plus de 790 milliards FCFA mobilisés par la DGI en 2022

Avant la fin de l'année 2022, la Direction générale des impôts (DGI) a mobilisé déjà plus de 790 milliards FCFA. C'est dans un entretien accordé à Bi News que le Directeur général des impôts, Nicolas Yènoussi a dévoilé les chiffres sur la mobilisation des recettes par les fiscaux à fin 2022.

● Falco VIGNON

En 2016, au niveau de la fiscalité intérieure, on était autour de 216 milliards FCFA. A fin 2022, nous avons déjà dépassé 790 milliards FCFA. C'est dire que les recettes de l'Etat ont plus que doublé en 6 ans », a déclaré le directeur général des impôts, Nicolas Yènoussi. Pour lui, ce résultat ne serait pas possible, sans la participation active des contribuables. « C'est l'effort des contribuables béninois, c'est l'effort de l'ensemble de la population », a-t-il reconnu. Il a profité de l'occasion pour inviter les contribuables à plus d'efforts, en précisant que dans le budget exercice 2023, « la part des recettes intérieure et de la fiscalité douanière a connu une aug-



● Le Directeur général des impôts, Nicolas Yènoussi

mentation sensible. Sur le montant global, les apports extérieurs ne représentent que 20% ». Il a également précisé que le consentement à l'impôt est devenu une réalité. « Les raisons du paiement des taxes et impôts par les contribuables sont liées à la transparence et à la redevabilité », a indiqué le DGI. Dans l'entretien, le patron de l'administra-

tion des impôts a fait savoir qu'il n'y a pas de nouvelles taxes pour 2023. Mais qu'il y a les anciennes mesures qui sont reconduites. Pour rappel, le DGI des impôts était avec le président de la commission des lois du Parlement Gérard Gbénonchi sur le plateau de Bi News. Le thème de l'entretien est loi des finances, gestion 2023 et les innovations fiscales.

Mobilisation des ressources financières endogènes à Klouékanmè

Le Maire Gbèdjékan rend compte à ses mandants

Le maire de la commune de Klouékanmè, Koffi Dieudonné Gbèdjékan a organisé vendredi 16 décembre 2022 l'audience publique de reddition de compte sur le thème " Mobilisation des ressources financières endogènes". C'est le centre des jeunes et loisirs de la localité qui a servi de cadre à cette importante cérémonie en présence du préfet du Couffo, Christophe Mégbédji, du Secrétaire exécutif de la mairie, des conseillers communaux et des populations.

● Gaétan Nato

(Correspondant/ Mono-Couffo)

À en croire le maire Gbèdjékan, l'initiative s'inscrit dans le cadre du respect strict du principe de redevabilité qui fait obligation de rendre compte aux mandants de la mission à nous confier, comme le prescrit l'article 37 de la loi numéro 90-32 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi numéro 2019-40 du 07 novembre 2019. La reddition de compte, poursuit-il, vise à faire le point des recettes fiscales et non fiscales mobilisées du 1er janvier au 15 décembre 2022, les mesures prises par le conseil communal et l'exécutif pour améliorer les recettes propres, les difficultés rencontrées et les perspectives envisagées pour les années à venir. Entrant dans le cadre du renforcement de la gou-



vernance locale et de la participation citoyenne, elle est aussi une disposition de l'article 3 de la charte nationale de reddition de comptes en République du Bénin. Signalons que les participants au cours des échanges ont apprécié et félicité le maire et son équipe pour avoir fait une gestion transparente. Ils ont souhaité qu'ils continuent sur cette lancée jusqu'au terme de leur mandat. La population a été sensibilisée sur les recettes fis-

cales hormis, recettes partagées, recettes non fiscales, recettes partagées (tv, tva), recettes propres. Des prévisions, des réalisations, taux, etc. ont été également présentés. Pour finir, le maire a invité sa population à payer ses impôts, car c'est par ce moyen qu'il va mobiliser les ressources fiscales. " Nous devons comprendre qu'en payant ses impôts, taxes et patente, chaque citoyen apporte sa pierre à l'édifice qu'est la construction de notre commune", a-t-il exhorté.

LE MONDIAL EN CHIFFRES

La France est le premier tenant de la Coupe du Monde de la FIFA™ à atteindre la finale depuis le Brésil en 1998

La France est devenue la cinquième équipe à remporter la Coupe du Monde de la FIFA™ et à retrouver la finale de l'édition suivante après l'Italie (1934-1938), le Brésil (1958-1962), l'Argentine (1986-1990) et le Brésil encore (1994-1998).

● La France a maintenant remporté ses quatre derniers matches de demi-finale de la Coupe du Monde de la FIFA en 90 minutes (1998, 2006, 2018 et 2022).

● La France a remporté 16 de ses 18 derniers matches à élimination directe en Coupe du Monde de la FIFA (dont une victoire aux tirs au but).

● La France a remporté 11 de ses 13 derniers matches de Coupe du Monde de la FIFA (N1 P1).

● La France a remporté cha-



cun de ses sept derniers matches à élimination directe de la Coupe du Monde de la FIFA.

● La France n'a réussi à marquer que lors de l'une de ses 15 dernières phases à élimination directe en Coupe du Monde de la FIFA.

● Avec 19 apparitions, le Français Hugo Lloris

rejoint l'Allemand Manuel Neuer pour égaler le record du plus grand nombre de matches de Coupe du Monde de la FIFA disputés par un gardien de but.

● Le Maroc est devenu la toute première équipe africaine à disputer une demi-finale de Coupe du Monde de la FIFA.

Source externe

Ligue Pro 22-23, neuvième journée

Tout Le staff de Adjidja FC limogé



● Belmondo ATIKPO (STG)

La direction technique du club de la première division Adjidja FC a fait les frais des mauvais résultats enregistrés en phase de groupe. En neuf matches malgré les moyens mis à disposition, l'équipe des forces armées a fait piètre prestation. Au classement provisoire après neuf journées sous réserve d'homologation, le club occupe l'avant dernière place du groupe (C). Face à la récurrence des défaites les militaires n'ont d'autre choix que de limoger l'entraîneur et tout son staff. Officiellement à compter de ce lundi 19 décembre l'équipe des militaires est sans coach. Aucun nom n'est annoncé pour remplacer le désormais ancien entraîneur de Adjidja.

CLASSEMENT PROVISOIRE

□ Zone A

- 1 □ □ er Buffles FC 18 pts +06
- 2 □ □ è US Cavaliers 15 pts +05
- 3 □ □ è Damissa FC 14 pts +03
- 4 □ è AS Takunnin 11 pts +06
- 5 □ è Béké FC 11 pts +03
- 6 □ è Dynamo Pk 10 pts -03
- 7 □ è Panthères FC 09 pts +00
- 8 □ □ è Dynamique FC 04 pts -11
- 9 □ □ è Réal Sport 03 pts -08

□ Zone B

- 1 □ □ er Dadjè FC 19 pts +06

- 2 □ è Dynamo d'Abomey 18 pts +09
- 3 □ è Loto-Popo 17 pts +06
- 4 □ □ è Bani Gansè FC 12 pts +00
- 5 □ □ è Espoir FC 10 pts -01
- 6 □ □ è AS Tonnerre 08 pts -03
- 7 □ □ è Hodio FC 07 pts -01
- 8 □ è Énergie FC 07 pts -04
- 9 □ è Soleil FC 02 pts -11

□ Zone C

- 1 □ □ er Requins FC 18 pts +11
- 2 □ □ è Coton FC 18 pts +09
- 3 □ □ è ASPAC FC 15 pts +05
- 4 □ □ è AS Cotonou 12 pts +04
- 5 □ □ è OFMAS-SAD FC 11 pts -01
- 6 □ □ è Aziza FC 07 pts -06
- 7 □ è AS Police 07 pts -07
- 8 □ è Adjidja FC 06 pts -06
- 9 □ □ è Sitatunga FC 03 pts -08

□ Zone D

- 1 □ □ er Ayema FC 15 pts +07
- 2 □ □ è SOBEMAP FC 13 pts +01
- 3 □ □ è ASVO 12 pts +03
- 4 □ è JA Kétou 12 pts +03
- 5 □ □ è JS Pobè 11 pts +01
- 6 □ è Dragons FC 11 pts +00
- 7 □ □ è Djèffa FC 08 pts -03
- 8 □ □ è JS Ouidah 07 pts -05
- 9 □ è Avrankou Omn 05 pts -06



**Avec ARESS,
vivez l'Energie,
l'Energie de Qualité
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

f in Instagram Twitter ARESS

(+ 229) 96 63 96 82

REJOIGNEZ VOTRE QUOTIDIEN SUR NOS DIFFÉRENTS RESEAUX SOCIAUX

L'économiste du Bénin est le premier quotidien béninois spécialisé en informations économique, financière et boursière.

+229 69 19 08 80 / 95 42 96 26

leconomisteben1
journalleconomiste
leconomistbenin1@gmail.com

www.leconomistebénin.com

Sikècodji, 2ème rue à droite en quittant les feux tricolores de la Marina pour le carrefour Okpè Oluwa